

Pages de gauche

MENSUEL D'OPINIONS SOCIALISTES INDÉPENDANT

ÉDITORIAL

Pauvreté des Nations

La Suisse – par l'entremise de Johann Schneider-Ammann – et la Chine ont signé le 6 juillet dernier à Pékin un accord de libre-échange. La Suisse compte déjà environ 28 accords de ce type négociés dans le cadre multilatéral de l'Association européenne de libre-échange (AELE) ou bilatéralement avec le Japon (en 2009) et donc avec la République populaire de Chine. D'autres sont encore en négociation, en particulier avec les États-Unis.

Après l'Islande en avril 2013, la Suisse est le deuxième pays à signé un accord de libre-échange avec la Chine. À travers ces accords, la Suisse vise officiellement à renforcer ses marchés d'exportation et à lutter contre un relatif isolement politique.

L'accord de 1152 pages doit encore être ratifié par le parlement suisse. Mais plus que la connaissance intime de chaque article, il s'agira avant tout d'un débat de principe. Ainsi, il faut oser affirmer que le libre-échange est générateur d'inégalités et résister résolument à ces manières de faire; si ces accords sont certainement très profitables aux dominant-e-s et gros exportateurs-trices, il nuit gravement aux intérêts des travailleuses-eurs. Si on adopte des lunettes patronales, cet accord semble plus favorable aux importations chinoises (de produits agricoles notamment) qu'aux exportations suisses (taxes déjà basses, marché de niches). Pourquoi l'avoir conclu alors? C'est que la raison n'est pas tant à chercher dans l'efficacité de ce genre d'accord que dans la volonté de continuer la lutte des classes, d'imposer un moins-disant social et écologique et d'appauvrir l'horizon en présentant le libre-échange comme le seul possible.

Réd.



Songes de fin d'été

Le 22 septembre, les Suisses vont décider de supprimer l'obligation de servir, lassé-e-s de cette armée censée souder le pays tout entier. Fini le recrutement, finies les générations de garçons transformés en trufions décervelés obéissant à des ordres idiots éruptés par des officiers qui ne le sont pas moins. Pour occuper leur temps désormais libre, ces mêmes Suisses décident le même jour de pouvoir aller faire leurs emplettes 24h sur 24. Des deux, ce ne sera malheureusement que le second fantasme qui risque de se transformer en réalité....

Lire en pages 6 à 8

■ Égypte

Ni les Frères, ni les militaires: pour une démocratie révolutionnaire.

Page 3

■ Syndicat

Loi sur le travail: on a mieux à faire que d'aller bosser pour faire du shopping 24h/24.

Pages 6 et 7

■ Culture

Est-il normal que le film de Jean-Stéphane Bron sur Blocher ait été subventionné?

Page 10

CHRONIQUE INTERNE

Voice

Il y a une quarantaine d'années, le grand économiste Albert Hirschman écrivit un ouvrage traitant de la manière dont les individus réagissent face au déclin des organisations dont ils sont membres. Son titre anglais exprime les trois stratégies qui peuvent être mises en œuvre dans une telle situation: *Exit, voice, loyalty* – soit: défection, prise de parole, loyauté.

En matière de politique partisane, cette analyse a une grande valeur. On sait que, dans les démocraties occidentales, quand les militant·e·s, sympathisant·e·s, et électrices·eurs se montrent mécontent·e·s du parti auquel ils et elles accordent habituellement leur confiance, ils et elles tendent à mettre en œuvre la première stratégie. Soit changer leur allégeance et s'accrocher à un nouveau parti (une stratégie particulièrement vive à l'extrême gauche où la multiplication des sectes politiques est un art de vivre), soit se retirer durablement de l'activité politique en grossissant les rangs de l'abstention.

Une frange nettement moins nombreuse, néanmoins, adopte la troisième possibilité et voue une loyauté sans faille à son parti quand bien même elle ne se reconnaît plus dans la politique menée en son nom. Une telle fidélité explique que le SPD allemand ou le (new) Labour britannique aient conservé un électorat ouvrier non négligeable, malgré les politiques de droite néolibérales qu'ils ont mises en œuvre dans

les années 1990-2000. (Il semblerait qu'un lieu commun en Allemagne soit «*Scheisse! Trotzdem, SPD!*»).

La stratégie de loyauté est souvent considérée comme le summum de la vertu au sein des partis politiques. Plusieurs lecteurs nous ont fait part récemment de leurs mécontentements face aux critiques que nous adresserions systématiquement à des magistrat·e·s socialistes, nous rendant ainsi coupable d'un manque de loyauté. Néanmoins, comme Hirschman le fait remarquer, le défaut de la loyauté est qu'elle empêche l'expression de critiques qui permettraient à l'organisation de se ressaisir ou de changer de cap. En fondant une organisation sur la seule loyauté, on la précipite en réalité très sûrement vers son déclin.

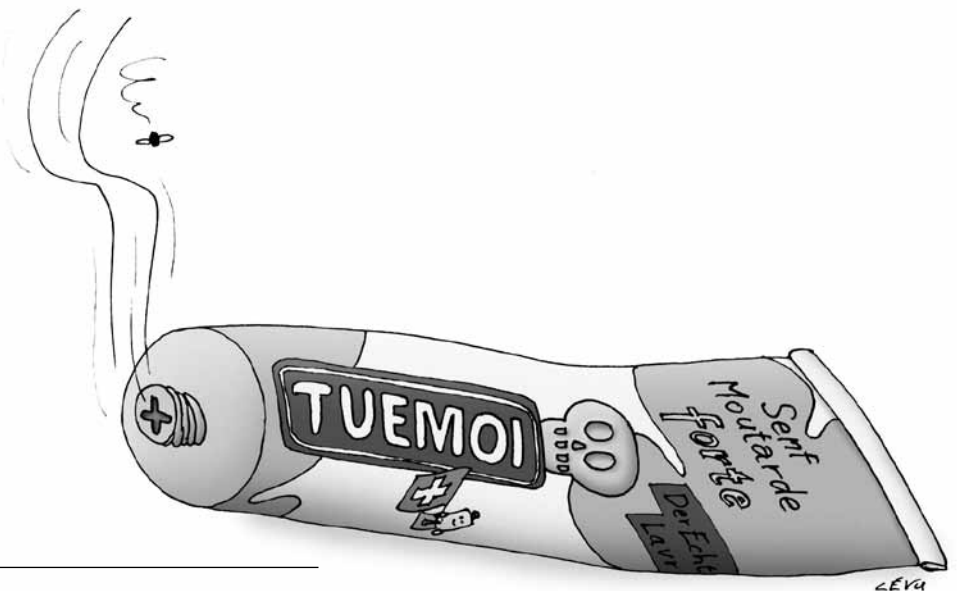
NÉCESSITÉ DU DÉBAT

Le manifeste de *Pages de Gauche*, publié à l'occasion de notre centième numéro, rap-

pelle notre positionnement politique. Notre but est d'aider à l'union de l'ensemble des forces sociales et politiques qui se réclament du socialisme démocratique. Mais le fait de se reconnaître ainsi dans un camp politique implique nécessairement la possibilité de porter le débat et de critiquer, de manière constructive, celles et ceux dont les positions sont proches des nôtres. Nous le faisons non pas par perversité, souci de reconnaissance ou désir de promotion, mais bien car il nous semble que c'est la seule attitude qui puisse valablement se justifier si nous voulons faire vaincre notre camp, la gauche.

Nous ne saurions trop recommander à notre lectorat d'en faire de même. Plutôt que d'être loyal (en se taisant), ou de faire défection (en se désabonnant), il peut nous écrire afin d'engager le débat, et – qui sait ? – infléchir nos positions.

La rédaction



Syrie: pas de gaz made in Switzerland?

IMPRESSUM

Abonnement annuel: Fr. 49.-
Abonnement de soutien: Fr. 130.-
Abonnement réduit (AVS, AI, étudiant·e·s, chômeuse·s·eurs): Fr. 39.-

CCP 17-795703-3
www.pagesdegauche.ch
Case postale 7126, 1002 Lausanne
info@pagesdegauche.ch

Rédaction:
Thierry Bornand (TB), Antoine Chollet (AC), Romain Felli (RF), Mathieu Gasparini (MG), Émilie Martini (EM), Stéphanie Pache (SP), Myriam Scherly (MS), Sébastien Schnyder (SS), Gabriel Sidler (GS), Arnaud Thiéry (AT)

Comité:
Cora Antonioli, Matthieu Béguelin, Valérie Boillat, Raymond Durous, Dan Gallin, Anne Holenweg, André Mach, Line Rouyet, Rebecca Ruiz, Alberto Velasco, Pierre Zwahlen

Secrétariat de rédaction, mise en page:
Gabriel Sidler

Webmasters:
Mathieu Gasparini et Sébastien Schnyder

Illustrations:
Christian Vullioud (Cévu)

Maquette:
Marc Dubois, Lausanne

Relecture:
Dominique Hartmann et Salima Moyard

Impression:
Imprimerie du Journal de Sainte-Croix

ILLUSTRATIONS

Les illustrations de ce numéro de *Pages de gauche* sont extraites d'une collection d'affiches antimilitaristes, consultable sur le site <http://placard.ficedl.info/>.

ÉGYPTE

Ni l'armée ni les Frères

Les événements qui ont conduit au renversement de Mohamed Morsi en Égypte peuvent bien constituer une surprise pour un public occidental qui n'a pas suivi de près les développements de la politique égyptienne durant l'année et demie de règne des Frères musulmans, avant et pendant la présidence de Mohamed Morsi. Cette dernière vague révolutionnaire n'était pas du tout brusque, mais était plutôt l'accumulation de mois de polarisation, de mécontentement populaire et de mobilisation révolutionnaire contre l'autoritarisme du régime de Mohamed Morsi, qui s'est manifesté d'une manière flagrante depuis la promulgation par celui-ci d'un décret constitutionnel en novembre 2012 provoquant des manifestations énormes contre lesquels les milices des Frères musulmans ont été déployées, tuant plusieurs personnes, faisant des centaines de blessé-e-s et torturant des dizaines de manifestants. Le régime ignorait systématiquement toutes les demandes révolutionnaires de réformer la police et cherchait au contraire à consolider les pratiques policières déplorables contre lesquelles les forces révolutionnaires ont lutté dès le début de la mobilisation révolutionnaire en janvier 2011.

FIASCO ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

Sur le plan économique, le régime des Frères musulmans a continué les mêmes plans néolibéraux de Moubarak, sans une vision cohérente pour la réforme du système économique et sans chercher même à soulager la misère des classes les plus pauvres ou à créer plus de justice sociale.

Le règne des Frères musulmans a donné lieu à une série de crises politiques, économiques et sociales, ainsi que sur le plan des droits et des libertés, et a constitué un désastre pour un pays qui vit toujours un moment révolutionnaire. Il a échoué à promouvoir les objectifs de la révolution, contenus dans son slogan le plus célèbre: «pain, liberté, justice sociale, dignité humaine».

Ce qui s'est passé en Égypte n'est pas un revers de la démocratie, mais bien au contraire un processus démocratique par excellence, qui réinvente une démocratie révolutionnaire, participative, directe et vivante et qui met en relief les limites de la démocratie représentative dans ses formes les plus restrictives: «l'urnocratie» qui fétichise le processus électoral sans considérer les limites des choix électoraux et le contexte politique et ses éléments coercitifs, et qui ultimement enlève à la démocratie son essence émancipatoire et la réduit au règne autoritaire de la majorité.

DÉNONCER LES CRIMES DE L'ARMÉE

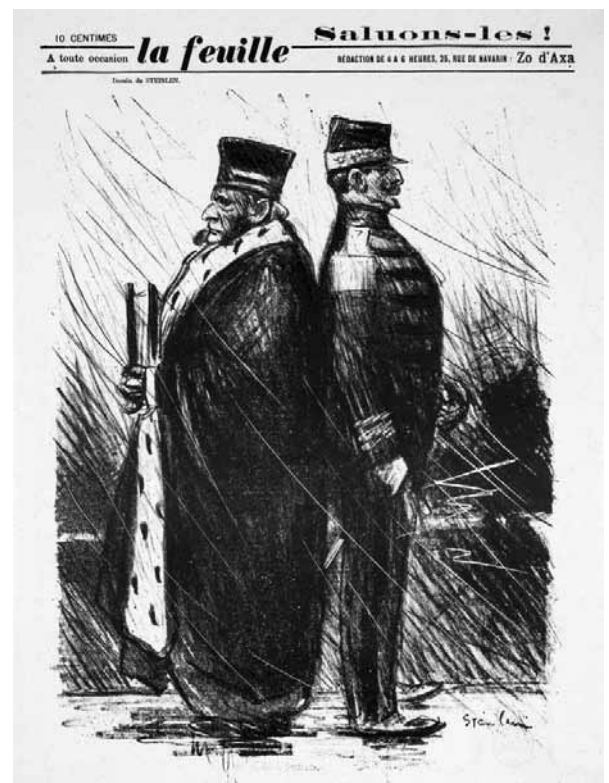
La dispersion brutale par la force des sit-in des Frères musulmans constitue un crime atroce qui doit être investigué. Les responsables doivent être jugés devant des tribunaux indépendants et sérieux. Cela étant, il faut noter que les partisan-e-s de Morsi ne sont pas des combattant-e-s de la liberté. Ils et elles ne s'opposent pas au règne militaire par principe, mais ne s'opposent qu'à l'autoritarisme militaire qui a écrasé leur propre autoritarisme. Les Frères musulmans étaient les premiers à défendre l'armée et la police et à attaquer les révolutionnaires au moment où ces derniers luttèrent contre le régime militaire de mars 2011 à juin 2012, et les Frères ont fait de même quand, sous leur règne, les révolutionnaires étaient les victimes des crimes perpétrés par la police. Tant qu'ils étaient au pouvoir, ils se ralliaient systématiquement aux institutions coercitives de l'État contre les forces révolutionnaires. Le ministre de l'intérieur qui a ordonné la dispersion brutale des sit-in n'est autre que le ministre de l'intérieur nommé par Mohamed Morsi et le leader de ce «coup d'État» n'est autre que son ancien ministre de la défense. Tous les deux l'ont laissé tomber quand ils ont trouvé que le régime n'était plus capable de neutraliser la mobilisation révo-

lutionnaire, situation qui nécessitait son expulsion du pouvoir.

L'institution militaire égyptienne ne cherche plus à gouverner directement, mais elle cherche une alliance gouvernante qui puisse d'une part lui garantir une stabilité relative dans un pays agité, et d'autre part assurer ses intérêts. Comme l'institution militaire perçoit la volatilité et l'imprévisibilité de la situation politique, elle cherche à augmenter son poids dans la rue en se présentant comme le dernier rempart face aux «ennemis de la nation» que sont les fascistes religieux, les fondamentalistes et les extrémistes. Pour ce faire, elle cherche à augmenter la polarisation et finit par créer son propre fascisme: un fascisme militariste, chauviniste et ultranationaliste. C'est entre ces deux fascismes, leurs risques ou leurs spectres, que le peuple égyptien se trouve aujourd'hui et c'est contre les deux que sa lutte doit se constituer.

Soha Bayoumi

La version longue de cet article se trouve sur notre site internet.



NEUCHÂTEL

CCT de la vente: suite, et pas fin!

Cet article vient compléter le dossier que nous avons consacré au référendum contre la nouvelle CCT de la vente à Neuchâtel dans le n° 122 de *Pages de gauche*.

Nous en profitons également pour annoncer la prochaine tenue d'un débat à ce propos, organisé par *Pages de gauche*.

Dans les nombreux articles parus peu avant la pause estivale concernant la Convention Collective de Travail (CCT) dans la vente élaborée à Neuchâtel, un argument m'a semblé curieusement peu discuté! En effet, celles et ceux qui mettent en cause cette CCT négociée par Unia en raison de salaires minimum trop bas, ne tiennent que peu compte des heures de travail exigées pour ledit salaire, ni des samedis de congé.

Il faut rappeler qu'actuellement, sans CCT, seules la Loi fédérale sur le Travail (LTr) et ses ordonnances d'applications sont en vigueur. Il y est stipulé que les horaires maximum de travail dans les petits commerces (moins de 10 employé-e-s) sont de 50h par semaine (ou 175h/mois) avec 4h supplémentaires possibles (payées ou compensées à 100%): c'est énorme! Les

employé-e-s des grands commerces (plus de 10 employé-e-s) sont un peu mieux lotis: leur horaire maximum (LTr) est de 45h/semaine.

Dans les grandes enseignes de la vente que sont Migros et de Coop, des CCT d'entreprises ont été négociées et leurs employé-e-s bénéficient déjà d'une durée maximum de travail réduite à 41h. Mais qu'en est-il des très nombreuses-eux travailleuses-eurs de la branche, occupé-e-s dans de petits commerces? L'enquête commandée par Unia à GFK, dont les résultats ont été diffusés à mi-août, le montre: des horaires à rallonge (souvent 10h/jour), des samedis systématiquement travaillés... et des salaires de misère.

RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL

La CCT impose une durée maximale de travail de 42

heures. 2h supplémentaires étant toujours possibles, payées à 125% si non compensées. Pour le personnel de la vente dans de petits commerces, la réduction du temps de travail maximum par rapport à la LTr serait donc de 16%! Pour un engagement à plein temps, dix samedis de congé par an seraient en outre assurés.

Celles et ceux qui ne sont aujourd'hui assujetti-e-s qu'à la LTr et travaillent dans les petits commerces pour environ 200h de travail par mois, ne seraient alors payé-e-s que 20 Frs de l'heure. Or, les salaires horaires proposés par la grille salariale annexée à la CCT contestée sont supérieurs à ces 20 Frs de l'heure, à l'exception de celui concernant le personnel de petit commerce sans formation professionnelle et ayant moins de 3 ans d'expérience dans la branche. C'est aux personnes des petits commerces que cherche à répondre prioritairement la CCT, pas au personnel déjà conventionné de Coop et de Migros! Pour les premières, passer de 50h (maximum légal) à 42h n'est pas anodin et influencera grandement le salaire horaire et les conditions de vie!

L'acceptation de l'initiative pour un salaire minimum à 4000 Frs par mois pour 42 heures travaillées – ou les décisions du parlement neuchâtelois – pourrait ultérieurement améliorer les salaires minimum, mais pas les congés. Se battre pour un salaire minimum de 4000 Frs ne suffira pas. Encore faut-il en parallèle améliorer les conditions de travail! Et cela, avec le rapport de force que l'on connaît au Parlement depuis 150 ans, ne peut se faire que sur le terrain, via des CCT. Si celle négociée à Neuchâtel n'est pas encore optimum, les améliorations qu'elle amènera rapidement pour une grande partie des salarié-e-s de la branche sont réelles et non négligeables. Et surtout elles répondent à leurs attentes, selon le sondage GFK!

Anne Holenweg

ALLEMAGNE

Su-Peer décevant

Sauf retournement imprévu de dernière minute, le candidat du Parti social-démocrate allemand (SPD) Peer Steinbrück ne sera pas le prochain Chancelier allemand. Tous les sondages indiquent qu'Angela Merkel remplira pour un troisième mandat, l'enjeu de l'élection étant de savoir si les Démocrates-Chrétiens de la CDU/CSU pourront gouverner seuls (fort improbable), en coalition avec le parti libéral FPD (comme c'est le cas actuellement, mais le FPD, ultra-libéral, s'est effondré) ou en coalition avec le SPD (*Grosse Koalition*) voire avec les *Grünen*.

Merkel n'a jamais caché sa sympathie pour la Grande coalition noire-rouge qui lui assurerait une large majorité parlementaire, associant le SPD au gouvernement tout en menant, peu ou prou, une politique conforme au programme conservateur-libéral de la CDU.

Le SPD, de son côté, est tiraillé entre un programme de gauche, à la rédaction duquel

l'aile gauche du parti (les parlementaires de l'aile gauche, le *Forum Demokratische Linke 21*) a largement contribué, et l'équipe de campagne, regroupée autour de l'ancien ministre des finances de la Grande Coalition Peer Steinbrück. Choisi pour son aisance dans les médias, Steinbrück a rapidement dû faire face à diverses controverses, notamment autour de ses conférences largement rétribuées. Le candidat du SPD est issu de l'entourage du chancelier Schröder, dont les gouvernements ont initié les réformes libérales, particulièrement celle du marché du travail, entre 1998 et 2005. Représentant de l'aile droite du SPD soupçonné de connivence avec les riches et les puissant-e-s, Steinbrück ne mobilise pas l'électorat de gauche.

Arnaud Thiéry

Voir à ce sujet: M. Vester et M. Reinhardt, «*Mit welchem politischem Projekt kann di SPD breite Schichten mobilisieren?*», in SPW, n°196 (<http://www.spw.de>)

G8

Nouvelle Alliance et vieille recette

Cela fait déjà plusieurs années que le G8, institution informelle, devient un organisme à part entière. Ce club de pays riches et industrialisés, permet à ces derniers de contourner le multilatéralisme du système des Nations Unies. L'objectif de la démarche est de leur permettre de satisfaire à leurs intérêts impérialistes immédiats. Toutefois, le côté inquiétant de ces projets est qu'ils endossent d'autres initiatives, deviennent incontournables et contribuent à renforcer le pouvoir antidémocratique du G8.

Un exemple récent est fourni par la «Nouvelle Alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition». Cette initiative lancée par les États-Unis lors du sommet du G8 à Camp David en 2012 (et qui prolongeait celle de l'Aquila en 2009) vise à «sortir 50 millions d'Africains de la pauvreté dans les dix prochaines années en supportant l'agriculture». Ce genre de démarche

se base sur l'assertion que la malnutrition coûterait environ 10% du PIB chaque année à l'Afrique, à moins de prendre de mesures correctrices.

UNE AGRICULTURE CAPITALISTE

Ainsi, pour lutter contre l'insécurité alimentaire, le G8 propose un partenariat avec certains pays africains, les multinationales et des grosses entreprises domestiques. Parmi les pays concernés et qui ont donc rejoint «l'alliance», on trouve le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, l'Éthiopie, le Ghana, le Mozambique et la Tanzanie. Ces pays négocient bilatéralement des accords de coopération de manière à recevoir des investissements privés. Bref, cette nouvelle alliance reprend en quelque sorte les vieilles recettes du passé (plan d'ajustement structurel) et se charge d'approfondir le développement capitaliste de l'agriculture en Afrique sub-saharienne.

En effet, ces accords de coopération reposent sur le consentement d'une élite nationale à entreprendre des réformes de façon à favoriser l'investissement privé. Par exemple, l'ONG Grain cite l'exemple de la Côte d'Ivoire qui verra le financement de presque 800 millions de dollars pour le développement de fermes de riz. Cela implique l'achat et la privatisation de centaines de milliers d'hectares et l'exclusion de dizaines de milliers de petits producteurs. Les gros investisseurs privés dictent la politique à suivre.

Comme d'habitude, ce genre d'initiatives promues par les pays industriels ne privilégie qu'un type de développement capitaliste, et ignore complètement la paysannerie africaine. Il accroît le pouvoir de l'agro-industrie et bafoue la souveraineté alimentaire populaire au profit des multinationales.

Mathieu Gasparini

GREEN TECH

On n'arrête pas le progrès



À lire: Cédric Biagini, *L'emprise numérique. Comment Internet et les nouvelles technologies ont colonisé nos vies*, Montreuil, L'échappée, 2012.

En ces temps de célébration médiatique unanime des nouvelles technologies, de leurs gourous («quel homme, ce Steve Jobs!») et de leur portée libératrice («le printemps arabe? C'est grâce à Facebook et Twitter!»), les rares voix discordantes qui oseraient mettre en débat les bienfaits des technologies de l'information et de la communication (TIC) ont vite fait d'être taxé de «technophobie», d'incompétence, voire de complicité coupable avec la Réaction. C'est tout le mérite de quelques publications récentes de montrer, de manière raisonnée et argumentée, que tout n'est pas si rose dans le monde merveilleux de l'innovation, ni d'ailleurs si vert, et cela d'un point de vue clairement rattaché au projet d'émancipation et à l'écologie politique.

LaRevueDurable consacre ainsi le dossier de son dernier numéro à l'étude de l'impact

environnemental de la diffusion massive des TIC: entre hausse de la consommation électrique des divers appareils et des *data centers*, accélération du rythme de renouvellement et obsolescence programmée, épuisement des métaux rares nécessaires à la miniaturisation et pollution par les «e-déchets» non retraités, on est assez loin d'une «green tech», et plus encore de l'objectif de sobriété sur la nécessité duquel s'accordent la plupart des écologistes.

Cependant les conséquences du déferlement des TIC ne sont pas uniquement environnementales. Pour Cédric Biagini, auteur de *L'emprise numérique*, et pour les animateurs du mensuel décroissant *Moins!*, elles sont même avant tout sociales et politiques, et trouvent leurs racines dans l'utopie technicienne visant à «remplacer le gouvernement des hommes par l'adminis-

tration des choses». En effet la technologie n'est pas neutre, et les TIC créent un monde à leur image: un monde dans lequel l'illusion de liberté et de toute puissance procurée par les médias numériques masquent la dépendance croissante à l'égard des macro-systèmes technoscientifiques et sapent les bases objectives de l'autonomie des individus. Il s'agit donc de rappler qu'il n'y a pas de raison *a priori* de croire que le progrès social serait forcément corrélié au progrès technologique, et que comme le note Biagini, «seule une société «à la mesure de l'homme» permet l'exercice d'une vraie démocratie».

Gabriel Sidler

À lire: «Les TIC et l'impératif de sobriété», *LaRevueDurable*, n° 49 (juin/juillet/août 2013). «L'écran ou la vie?», *Moins!*, n° 6 (juillet/août 2013).

SYNDICATS

Offensives sur les horaires du travail

Le référendum contre l'ouverture des magasins des stations-services 24h/24 sera soumis au vote le 22 septembre. Dans ce débat, il est possible de différencier deux niveaux de discussion. Le premier consiste à questionner la pertinence sociale d'une activité économique permanente. Le second vise à porter l'attention sur la protection des travailleuses-eurs contre les effets néfastes de celle-ci. Or force est de constater que le but de la bourgeoisie est d'étendre la sphère marchande de la société sans s'occuper des conditions de travail des ouvrières-ers.

DEUX ACTIVITÉS DANS LES SHOPS

Actuellement, plus d'une vingtaine de stations-service ont l'autorisation d'employer des salarié-e-s 24h/24. Toutefois la Loi sur le travail (LTr), dont l'objectif est de protéger les travailleuses-eurs, n'autorise pas le travail dans leur magasin entre 1h et 5h du matin. C'est cela qui est au centre du débat. En effet, deux activités commerciales et donc professionnelles sont à différencier dans ces établissements. La première est l'activité de station-service qui permet de vendre de l'essence et des produits de cafétéria. Pour celle-ci, la législation fait exception et autorise le travail de nuit et du dimanche 24h/24. La seconde est une activité de commerce de détail comprenant un assortiment de produits destinés spécifiquement aux voyageuses-eurs et pour laquelle la LTr interdit le travail entre 1h et 5h du matin. Dans la pratique, les exploitant-e-s ferment simplement l'accès aux produits du magasin durant cette période.

VERS LA DÉRÈGLEMENTATION TOTALE DU TRAVAIL

Il est clair que derrière le discours ciblant une prétendue bizarrerie bureaucratique, la bourgeoisie a pour objectif d'instaurer un nouveau régime d'exception dans le commerce

de détail en y autorisant pour la première fois le travail 24h/24. En effet, ce régime fait suite à celui instauré dans les aéroports et les gares en 2005 qui a vu la modification du même article de la LTr afin d'y autoriser le travail du dimanche et de nuit. Le référendum a été perdu pour quelques voix et depuis lors, les projets de centre commerciaux dans les gares se multiplient. Le même mécanisme se produira dans les stations-services. Le nombre d'entre elles ouvertes en continu va exploser car leur exploitation deviendra profitable au vu de la possibilité de travailler 24h/24 dans cette activité de commerce de détail. Or, les stations-services bénéficient déjà d'avantages concurrentiels avec leurs horaires élargis et leur assortiment de produits très diversifié et mettent déjà cette pression sur le commerce usuel. Cette stratégie de mitage vise ainsi à créer des îlots commerciaux aux horaires étendus avec comme conséquence de mettre sous pression les commerces et les horaires usuels dans le but de déréglementer totalement les heures d'ouverture mais également les horaires de travail des autres secteurs d'activités, le commerce de détail ne fonctionnant pas en vase clos.

UNE GUERRE COMMERCIALE

En effet, cette offensive est accompagnée par de nombreux objets visant à libéraliser les horaires d'ouvertures des magasins au niveau national alors qu'il incombe actuellement aux cantons de légiférer sur la question. La motion de Filippo Lombardi (PLR, TI) impose des ouvertures entre 6h et 20h en semaine et entre 6h et 19h les samedis. Celle de Fabio Abate (PLR, TI) facilite l'élargissement des zones touristiques dans lesquelles le travail du dimanche est autorisé. Toutes deux ont déjà été adoptées par le parlement dernièrement, mais d'autres objets sont en attente. La motion de Christian Wasserfallen (PLR, BE) vise

l'ouverture de 8h à 20h du lundi au samedi et deux dimanche par an. Celle de Yannick Buttet (PDC, VS) souhaite autoriser le travail du dimanche dans les régions périphériques. La motion du groupe vert libéral vise à déréglementer totalement les horaires des magasins d'une surface inférieure à 120 m². La bourgeoisie attaque ainsi sur deux fronts, d'un côté en autorisant le travail 24h/24 dans la vente (aéroports et gares en 2005, stations-services en 2013, etc.) et de l'autre en étendant les heures d'ouvertures des magasins. Derrière ces considérations, il est possible de voir une bataille dans laquelle les différents acteurs capitalistes essaient de s'accaparer des parts de marchés en se créant des avantages concurrentiels (voir PdG n° 120, mars 2013). Bien entendu, cette guerre commerciale se fait sur le dos des travailleuses-eurs qui verront leurs conditions de travail fortement se détériorer.

CONDITIONS DE TRAVAIL PRÉCAIRES

Par ailleurs, le marché du commerce de détail étant peu élastique (nous n'achetons pas plus de pain d'une année à l'autre) le nombre d'emploi global ne va pas augmenter. L'extension des horaires va donc plutôt ventiler le temps de travail des vendeuses-eurs sur une période plus longue, alourdissant ainsi la charge de travail individuelle, et transférer certains emplois du commerce usuel vers les magasins des stations-services. Or, malgré certains stéréotypes largement diffusés, force est de constater sur le terrain que les conditions de travail dans la vente sont déjà difficiles. Plus particulièrement dans les stations-services, les salaires oscillent entre 16 et 21 Frs bruts de l'heure, et les contrats de travail ne prévoient que rarement des taux fixes, ce qui entraîne une fluctuation importante d'un revenu modeste en fin mois. S'ajoute à cela, d'une part, que les plannings s'étalent tous

les jours de la semaine que le travail effectué le dimanche et les jours fériés donnent droit à une compensation, et, d'autre part, en dehors des stations-services ouvertes 24h/24, les horaires s'étalent généralement de 23h selon les règlements communaux ou cantonaux. Le matin les travailleuses-eurs commencent une heure tôt pour préparer les produits de boulangerie, minent une demi-heure tard pour le nettoyage et rangement. De la sorte, la double disponibilité en fait des travailleuses-eurs un autre emploi et a un fort impact sur leur participation aux activités sociales ou familiales. C'est pourquoi les occupations principales des vendeuses-eurs se concentrent sur ces questions d'horaires de salaires.

Sébastien Sc...

Les franchises en forme de sous-traitance

La structure même de la franchise constitue une forme de sous-traitance tant aux grandes enseignes que sans qu'on puisse leur imposer des conditions de travail. La responsabilité des stations-services est portée par l'exploitant-e-s. Or, ce contrat commercial dans lequel l'exploitant-e-s reverse régulièrement des affaires. Les grandes enseignes ont un quota d'heures de travail qui se calculent en fonction du chiffre d'affaires et la surcharge de la branche où la réglementation est stricte. Far west, les grandes enseignes ont de grands propriétaires terriens et des cowboys locaux. SS

VOTATIONS

Le tour de passe-passe de Coop Pronto

Sur les 1300 exploitant-e-s de stations-services, 600 se sont regroupés en une fédération patronale dont le directeur est l'ancien président de Coop Pronto, Walter Eberle. Elle milite pour une extension des heures d'ouvertures et un assortiment de produits aussi larges que pos-

sible sous le fallacieux prétexte de répondre au besoin des consommatrices-eurs. Ce n'est pas un hasard au vu du développement des franchises Coop Pronto et Migro-lino dans les stations-services. En effet, d'une part les géants de l'alimentaire tentent d'étendre et de contrôler

le marché de l'alimentaire, et d'autre part, les exploitant-e-s font du profit sur l'activité de commerce de détail.

DU MAGASIN AU «SHOP»

L'une des premières victoires de cette association et de ses alliés est d'avoir réussi à imposer une nouvelle terminologie qui ne doit rien au hasard. Le terme «shop» remplace en effet celui de «magasin». Ce tour de magie permet de distinguer la forme du fond afin de masquer qu'il s'agit bien d'une activité dédiée au commerce de détail.

Or force est de constater que les shops de stations-services sont de véritables épiceries à l'assortiment très large entrant en concurrence directe avec les commerces usuels.

Sébastien Schnyder

Dans les coulisses d'Infrarouge

Lors de l'émission, Christian Lüscher a notamment affirmé avoir griffonné cette loi sur le coin de nappe d'un bistrot et être très surpris du référendum. Un groupe de vendeuses lui a alors obligamment offert du papier toilette, afin d'écrire ses futurs projets. Il s'est emporté avec arrogance démontrant le peu d'écoute dont il est capable.

Yannick Buttet a également été interpellé par une vendeuse, qui lui a affirmé que les politiques et les médias ne les écoutaient pas. Celui-ci lui a répondu qu'il comprenait très bien, mais qu'elle, par contre, ne comprenait pas du tout. SS



omme
traitance

branche des stations-ser-
de sous-traitance permet-
nes d'encaisser des profits
imputer la responsabilité
En effet, la grande majo-
est franchisée, ce qui fait
des conditions de travail
s derniers sont liés par un
s lesquels ils s'engagent à
une part de leur chiffre
seignent leur octroient en-
et une enveloppe salariale
tion de critères comme le
face du magasin. Dans une
ation ressemble à celle du
seignent font ainsi office de
iens imposant leur loi aux

VOTATIONS

«Plus d'illusions sur la possibilité de créer une armée démocratique»

Entretien avec Tobia Schnebli, membre du comité du Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA).

Le lancement de cette initiative a créé le débat au sein du GSsA. Pouvez-vous nous les décrire rapidement?

C'est surtout un phénomène romand. Certain·e·s ont en effet pensé que la fin de la conscription conduirait à une armée professionnelle, ce qui serait pire que l'armée de conscription actuelle. En Suisse allemande au contraire, la suppression de l'obligation de servir est une proposition beaucoup plus iconoclaste. Il ne faut pas oublier que la conscription a un sens tout à fait différent en France, où elle est liée à la Révolution, et en Allemagne, où elle est immédiatement associée à son rétablissement par Hitler en 1935. Je remarque d'ailleurs qu'il n'y a pas eu, en Europe, d'opposition de gauche à la disparition de la conscription ces dernières décennies.

Peut-on considérer qu'il s'agit d'une initiative pacifiste, ou ne légitime-t-elle pas au contraire l'armée et ses «missions»?

«Pas un sou, pas un homme pour l'armée» est un postulat antimilitariste historique. La suppression de l'obligation pour tous les citoyens d'apprendre le métier de la guerre contribue à réduire le poids et la légitimation du militaire dans la société. À l'inverse, la droite nationale-conservatrice tient à tout

prix au maintien du service militaire obligatoire, même si cela comporte des effectifs quatre à cinq fois plus nombreux en Suisse que dans les armées des pays européens de taille comparable, qu'ils soient membres ou non de l'OTAN. Dans son rapport sur l'armée de 2010, le Conseil fédéral affirme que pour la tâche de «défense militaire» l'armée aurait besoin de 22'000 militaires. Avec le maintien de la conscription, la droite légitime le maintien d'une armée de 80'000 ou 100'000 hommes utilisables en grande partie pour des tâches de «sécurité intérieure».

N'y a-t-il pas de risque que l'armée ne réunisse plus que des fanatiques?

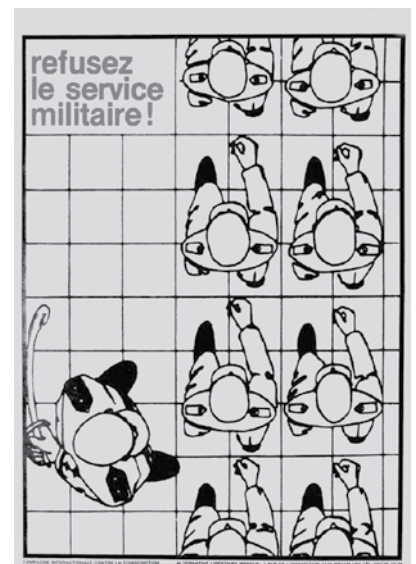
C'est un argument spécieux. Aucune des armées européennes qui ont abandonné la conscription ne souffre de ce problème. Ensuite, en Suisse, tous les officiers et la plupart des sous-officiers sont aujourd'hui des volontaires. L'armée prend d'ailleurs aussi les devants pour exclure les excité·e·s qui pourraient devenir dangereux (environ un millier de personnes cette année). Enfin, les gens de gauche, qui auparavant représentaient une sorte d'opposition interne à l'appareil militaire, ne font plus l'armée. La conscription ne concerne donc plus que ceux qui ne s'opposent pas farouchement à l'idée de faire l'armée. De fait, l'armée suisse repose déjà plus ou moins sur le volontariat.

Le GSsA n'ignore-t-il pas la tradition de la gauche suisse, qui demandait en 1918 la création d'une armée démocratique?

Nous ne nous faisons plus d'illusions sur la possibilité de créer une armée démocratique. Mes premiers engagements ont été l'organisation de revendications syndicales pour les soldats dans les années 1970. À ce moment-là, notre projet politique était que les soldats retournent leurs fusils contre les officiers, c'était la prise du Palais d'Hiver! Mais l'armée est en fait toute différente, son effet principal est de formater les gens pour obéir.

Dans les années 1990, le GSsA s'est beaucoup engagé sur la question de l'ex-Yougoslavie, où une armée fondée sur la conscription s'est rendue responsable d'innombrables massacres. Dans les temps de crise, l'institution militaire se préoccupe avant tout du maintien de ses propres intérêts et non pas de ceux de la population.

Propos recueillis par Antoine Chollet



LE POING Un nouveau comité «Oui au tunnel de réfection au Gothard» milite pour la construction d'un nouveau tube routier au Gothard. On y trouve la fine fleur des parlementaires de droite, comme il se doit, expliquant que le chaos guette le Tessin et les Alpes en cas de fermeture du tunnel routier. Et **Patrizia Pesenti**, ancienne Conseillère d'État PS du Tessin, qui apporte la petite caution de gauche permettant à des lobbyistes de droite de se transformer en comité «inter-parti» - et qui a bien mérité notre poing du mois.



LA ROSE Une rose bien méritée, quoique légèrement intéressée de notre part, pour le **Parti socialiste suisse**, qui vient de proposer que la Confédération alloue chaque année 200 millions de francs supplémentaires dans le cadre d'une aide directe à la presse. Dans le contexte actuel d'attaques répétées contre un financement public des médias, et tout particulièrement de la presse écrite, une telle augmentation ne pourrait qu'avoir un effet positif sur la diversité et la qualité de l'information.



MÉDIAS

Mécanismes d'un reportage biaisé

Pages de gauche n'est pas seul à avoir réagi suite à la diffusion de l'émission de *Temps Présent*, «Cherche Blanc à marier» diffusée sur la première chaîne publique romande le 30 mai 2013. Ce reportage a notamment suscité les réactions du Collectif KEF et du Carrefour de Réflexion et d'Action contre le Racisme Anti-Noir (CRAN).

Plusieurs critiques ont été formulées par ces associations, qui dénoncent un reportage déséquilibré, biaisé, à

la limite de la malhonnêteté. Bien entendu, *Temps Présent* s'en défend, au motif qu'il s'agirait d'un reportage abordant en toute franchise un phénomène réel mais jamais traité, à savoir celui des jeunes Camerounais·e·s cherchant à fuir leur misère en épousant un·e Blanc·he fantasmé comme riche.

Or, la première critique formulée à l'encontre du reportage, notamment par le CRAN, est le choix de traiter de deux misères qui s'opposeraient: misère matérielle des jeunes Noir·e·s contre misère sexuelle des Blanc·he·s. Ainsi, sous couvert de traiter une réalité «occultée», le reportage ne prend pas de profondeur, n'effectue pas de mise en perspective. Car si le phénomène peut exister, encore faut-il s'interroger sur sa fréquence, sur le nombre de personnes concernées, etc., ce qu'une approche purement axée sur les individus concernés ne permet bien entendu pas.

Second reproche, les Noir·e·s sont plus visibles que les Blanc·he·s. Pour être plus

précis: le reportage montre bien entendu des Blanc·he·s, des Noir·e·s (fonctionnaires, ambassadeurs, etc.). Mais quand il s'agit de traiter du cœur du problème, à savoir interroger les personnes concernées, on trouve des micros-trottoirs interrogeant des jeunes de Yaoundé parlant de leur désir d'Europe, interviews de jeunes Noires en quête d'époux... et quasiment aucune image des (futurs) mariés en Suisse. Par contre, on ne nous épargne pas le témoignage de la jeune Suissesse mariée de force au Cameroun!

Certes, la RTS a diffusé un reportage en pensant sans doute faire œuvre de salut public en dénonçant une réalité occultée. Mais on ne nous fera pas croire que la présentation explicite de la misère des jeunes Noir·e·s, la diffusion d'image de ces personnes se déclarant prêtes au mariage avec plus ou moins n'importe qui pour vivre en Suisse, est innocent deux semaines avant l'adoption d'un nouveau durcissement de la Loi sur l'asile.

Arnaud Thiéry

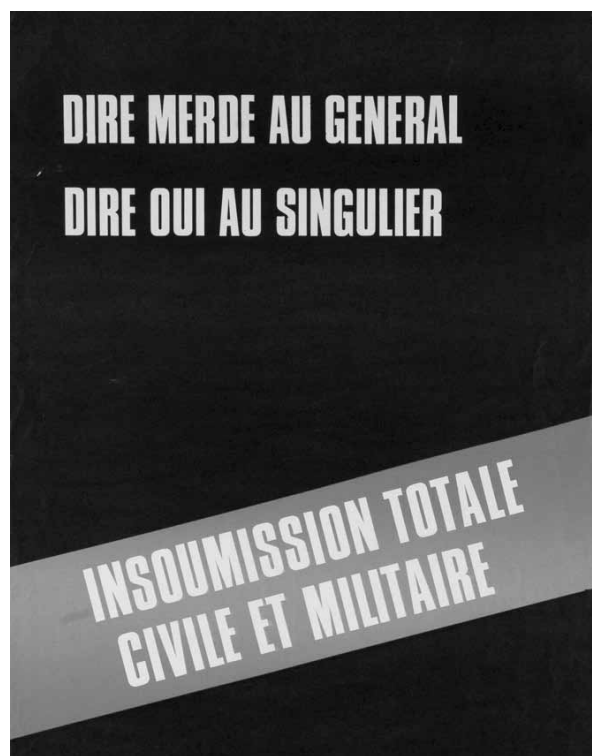
Les certitudes de la RTS

Pages de gauche ne s'est pas fait que des ami·e·s au sein de la RTS. La diffusion de l'article de notre rédacteur, FBradley Roland, «Quand *Temps Présent* attise la haine et la xénophobie» (*Pages de gauche* n° 124) nous a valu une volée de bois vert, qui serait comique si le sujet n'était pas si sérieux. Nous avons également pu prendre connaissance de la réaction de la RTS aux communiqués du CRAN et du KEF cités ci-dessus.

Les propos utilisés à l'encontre du reportage diffusé par la RTS, par *Pages de gauche* et par d'autres, étaient sévères, le reportage étant notamment qualifié de xénophobe. La RTS a répliqué en parlant d'atteinte à l'honneur. Ses journalistes se seraient contentés de rapporter des faits bruts, que seule la chaîne publique aurait osé dénoncer, loin du «politiquement correct». On ne peut qu'espérer que la RTS ne croit pas à ce qu'elle écrit, car il va de soi que la construction du reportage, le choix même du thème, l'appréciation de sa pertinence relève de la subjectivité journalistique.

Sans doute la démarche n'était-elle pas explicitement vécue comme raciste par les journalistes réalisant le reportage. Mais le racisme est lié aux actes, pas aux perceptions de celles et ceux qui le professent. Un minimum de recul de la part de la chaîne francophone aurait permis de constater que la diffusion de propos de jeunes Camerounais·e·s se disant prêt·e·s au mariage fictif pour venir en Suisse, ne consistait en rien d'autre que livrer en pâture au public suisse la confirmation de préjugés latents.

De la part d'une chaîne publique financée par la redevance, on aurait espéré, à défaut d'un reportage de meilleure qualité, qu'elle accepte au moins de discuter des partis pris de la réalisation du reportage. Au lieu de cela, elle a menacé le CRAN de plainte pénale, s'est permis de se poser en donnesse de leçon sur le thème «les élites africaines sont responsables de la pauvreté de l'Afrique»; et *Pages de gauche* a perdu un abonné. Bel effort en direction de la diversité de la presse. AT



CINÉMA

Bron et les donneurs de leçon

C'était en 2004: une exposition critique sur la démocratie suisse de l'artiste Thomas Hirschhorn organisée par Pro Helvetia faisait débat. En cause, la représentation dégradante qu'elle faisait de Christoph Blocher, alors membre du Conseil fédéral. L'UDC, par la voix de son président Ueli Maurer, avait annoncé qu'elle demanderait la suppression des financements publics de Pro Helvetia.

À l'été 2013, l'histoire semblait se répéter à l'envers, sous la forme d'une farce estivale. La controverse autour du soutien – modeste – accordé par la Confédération à un film de Jean-Stéphane Bron sur le même Blocher a été lancée par Suzanne Leutenegger Oberholzer, conseillère nationale PS de Bâle-Ville, lorsqu'elle a déclaré le sujet «inintéressant du point de vue de la politique culturelle» dans la presse alémanique (*NZZ am Sonntag* du 4 août). Il s'est trouvé, au milieu de l'été, quelques collègues pour la suivre, mais fort heureusement aussi de nombreux socialistes pour contester ce point de vue. Sur le réseau

social *Twitter*, la parlementaire précisait sa pensée: «Les films promotionnels n'ont pas à être subventionnés par l'État» (10 août) – une phrase qui prend un sens nouveau lorsqu'on sait qu'elle n'avait pas vu le film, qu'elle ne compte d'ailleurs pas voir du tout.

QUEL SOUTIEN À LA CULTURE?

Passons sur la méconnaissance du positionnement et des intérêts du réalisateur qui pourraient expliquer en partie une telle opinion. N'en disons pas plus sur le refus catégorique de visionner un film documentaire tout en le jugeant par avance, qui s'apparente au refus de tout débat avec l'extrême droite que prônent certains. Mais attardons-nous tout de même un instant sur la conception du soutien public aux travaux culturels et documentaires qui sous-tend ces propos: faudrait-il dorénavant que toute production subventionnée reçoive l'agrément politique des élu-e-s concerné-e-s? Cette position est tout simplement contraire à la liberté des actrices-eurs culturel-le-s, qui

concerne tant leurs sujets que les angles et les modes de traitement. Plus important, elle est également incompatible avec les propositions intéressantes que formulait en début d'été le PS sur le soutien public à la presse régionale – à moins de considérer que, dans ce cadre, un journal qui aurait le malheur de trop parler des un-e-s ou des autres devrait légitimement risquer de se voir couper les vivres.

S'il est probable (et souhaitable) que peu de gens ne se trouvent pour souscrire à cette position générale, le petit pataqués autour de Bron et Blocher, et possiblement le film en question (pas encore disponible pour le grand public), pourrait nous aider sur une voie: celle qui conduira la gauche à renoncer à traiter le leader de l'UDC comme un fétiche ou comme un monstre, en conduisant une analyse lucide et concrète du phénomène de sa progression et de celle de son parti.

Benoît Gaillard

A voir: *L'expérience Blocher. En salles dès le 30 octobre.*

CINÉMA

L'esprit de 45: un documentaire résolument militant

«L'esprit de 45» en Grande-Bretagne a marqué assurément le dernier film de Ken Loach d'une vive empreinte. L'empreinte des années d'après-guerre et de reconstruction, de la victoire éclatante du parti des travaillistes et de sa politique véritablement sociale démocrate (1945-1951). L'arrivée au pouvoir de Thatcher, surgissant dans le film comme le symbole de la destruction du bien commun, de l'éloge de l'individualisme et du profit, viennent piétiner cette empreinte.

Mais «l'esprit de 45», c'est avant tout celles et ceux qui ont donné cet élan politique et profité de cette expérience qui

l'incarnent: les citoyen-ne-s, les travailleuses-eurs. Le réalisateur leur donne la parole, tantôt en voix-off en support aux images d'archives, tantôt dans le champ, en alternance avec ces dernières, sous forme de témoignages. Le très beau noir et blanc maintient le lien avec ce passé, tout en nous imposant une certaine distance nécessaire à la réflexion.

En contrepoint, la musique, certes parfois un peu envahissante, souligne la gravité de certains récits (quotidien au sortir de la guerre fait de pauvreté, insalubrité, maladie, etc.) ou la joie d'autres moments (victoire des tra-

vailistes, création de la sécurité sociale, nationalisation des mines, etc.).

L'esprit de 45 est un film militant par lequel les témoignages de celles et ceux qui ont construit leur État-providence d'alors nous transmettent leur histoire. En noir et blanc. Jusqu'au dernier plan du film qui soudain se colore, comme pour raviver ses idées...

Cora Antonioli



LIVRES

Brève histoire des gauches suisses

Pierre Jeanneret et Jérôme Béguin promettent, dans leur dernier livre, de donner à lire une histoire du mouvement ouvrier en Suisse. C'est bien davantage une histoire des partis et organisations de gauche qu'ils nous proposent. Les petits ouvrages de synthèse sur l'un et l'autre sujets étant de toute manière extrêmement rares, pour ne pas dire inexistant, les deux auteurs viennent combler un manque, mais il ne faut pas s'attendre à découvrir une histoire des mouvements sociaux dans leur livre.

Compte tenu du parcours et des occupations des deux auteurs – l'un a écrit une très complète histoire du POP et l'autre est rédacteur à *Gauchebdo* – il n'est pas étonnant que cette histoire accorde une place de choix au POP et à son prédécesseur le Parti communiste suisse, qui deviendra ensuite le Parti du Travail. Cette torsion se manifeste notamment par le fait que les auteurs appuient

un peu plus que de raison la critique contre le Parti socialiste, en n'accordant guère aux syndicats la place qu'ils méritent et en négligeant très largement les autres organisations de gauche (à l'exception d'un chapitre sur l'anarchisme jurassien au XIX^e siècle). Ce petit livre n'est pas pour autant une histoire de la gauche communiste suisse, mais il pourrait fort bien servir de canevas à son écriture.

UNE MÉMOIRE DES LUTTES

Les auteurs rappellent à raison l'importance de cultiver la mémoire des luttes et des mouvements des opprimé·e·s pour, comme le dit la phrase célèbre, ne pas se condamner à répéter l'histoire. La majeure partie des publications suisses sur ce thème, si l'on exclut la production académique stricto sensu, est constituée par les plaquettes éditées par les partis ou les syndicats à l'occasion d'un de leurs anniversaires, avec les limites qu'impose nécessairement ce

genre d'entreprise. D'autres s'intéressent à un aspect particulier, comme les très bons cahiers que l'Association pour l'étude de l'histoire du mouvement ouvrier publie chaque année. On recherche toujours le livre que l'on pourra sans réserve conseiller aux militant·e·s des partis de gauche, des syndicats et des mouvements sociaux pour comprendre l'histoire du mouvement ouvrier en Suisse. Malgré ses qualités, *Deux siècles de luttes* ne comble pas complètement cette lacune.

Antoine Chollet

À lire: Pierre Jeanneret, Jérôme Béguin, *Deux siècles de luttes, une brève histoire du mouvement socialiste et ouvrier en Suisse, Genève, Gauchebdo, 2012.*



SCIENCE

It's (not) alive!

Dans la rubrique des nouvelles de l'été, la dégustation du premier steak *in vitro* (en bref, de la viande reconstituée en laboratoire à partir de cellules prélevées sur un boeuf) s'est tenue à Londres le 5 août, un événement mondain que d'aucuns ont qualifié de «culinaro-médiatico-scientifique» (s'il vous plaît). Mise à part sa qualification pompeuse, il est loin d'être anodin, et surtout loin d'être décent.

Financé par le milliardaire et co-fondateur de Google, Sergei Brin, et élaboré par une équipe de l'Université de Maastricht, ce seul et unique «Frankenburger», comme l'a surnommé la presse britannique, a coûté pas moins de 300'000 francs. Rassurons-nous: selon le scientifique, il est la preuve «que la viande *in vitro* détient la réponse aux

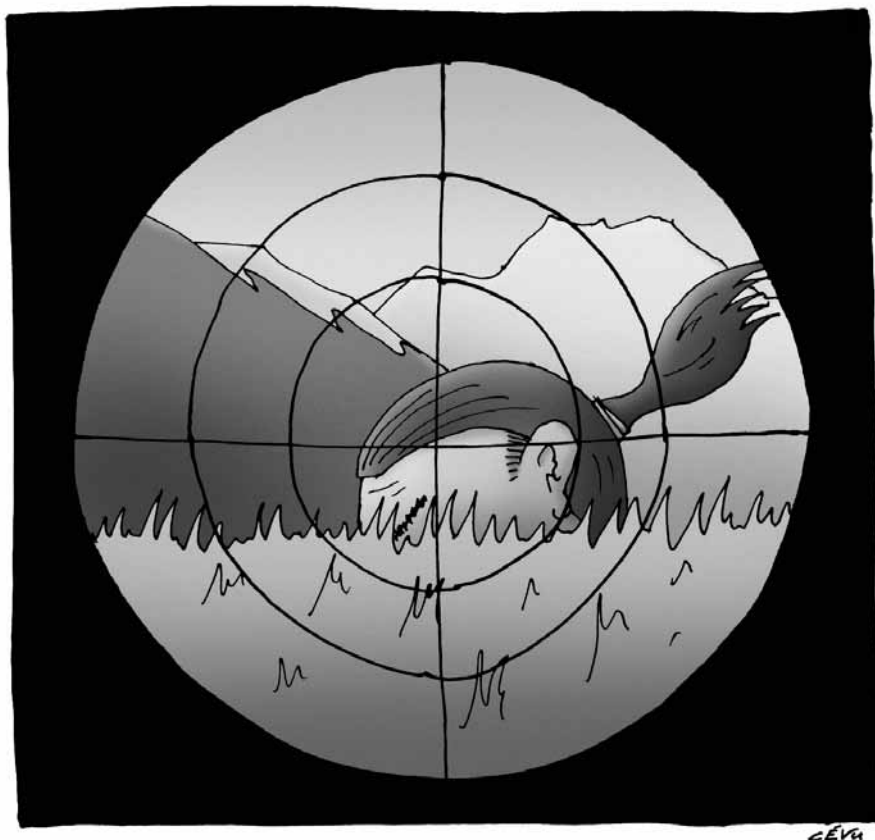
problèmes majeurs auxquels fait face le monde». Effectivement, la presse s'interroge déjà sur la potentielle révolution induite par ce steak-épreuve, et Sergei Brin déclare qu'il aurait «la capacité de changer la manière dont nous voyons notre monde».

SCIENCE VS DÉCROISSANCE

Sauf que... D'une part, et pour les prétendues avancées environnementales, aucune analyse du cycle de vie complète n'a encore été réalisée, et certain·e·s scientifiques pointent entre autres le fait que le passage au mode industriel nécessiterait des incubateurs géants, extrêmement gourmands en matière d'eau et d'électricité. D'autre part, et ce pour la susnommée révolution, il ne s'agit en aucun cas d'une re-

mise en question de notre mode de production et de consommation, mais bien la confirmation de celui-ci. Après être arrivé aux limites de l'exploitation des ressources animales, il s'agit encore et toujours de produire à volonté (un échantillon de cellules prélevées permettant de créer 20'000 tonnes de viande), sans remettre en question la manière d'appréhender l'alimentation, et plus généralement la consommation. Alors que d'autres pistes se profilent, notamment dans des alternatives locales ou dans les théories de la décroissance, une élite scientifique semble ainsi élaborer ce qui s'apparente plus à un caprice de riche qu'à une prise en considération de la nécessité d'un réel changement, en bref, d'une révolution.

Émilie Martini



Le loup de la vallée de Conches abattu

JAB

CH-1450 Sainte-Croix

Adresse de renvoi : Pages de gauche
Case postale 7126, 1002 Lausanne

SITE INTERNET

Nouveautés sur notre site Internet

Vous trouverez ce mois-ci sur notre site la version longue de l'article de Soha Bayoumi consacré à la situation en Égypte.

On pourra également y lire la recension du dernier livre de Raymond Durous, intitulé *Nus parmi les chacals*.

Par ailleurs, la mise à jour de la collection des anciens numéros de *Pages de gauche* vient d'être effectuée. Ces derniers seront désormais librement consultables en ligne un mois après la parution de l'édition papier.

SALLE DES PAS PERDUS

Ya bon MOOC

«Chers peuples d'Afrique, face aux NTIC, il faut choisir: soit on est spectateur, soit on est acteur. Avec *Afrotech*, véritable *network* pour le *e-learning* reliant Ecublens au continent noir, et son nouveau *Learning Management System*, inspiré par les *feedbacks* du *think tank US Connectivism and Connective Knowledge*, l'EPFL a fait le choix de se positionner en *leader des Massive open online Course (MOOC)*. Qu'ils soient *Network-based*, *Task-based* ou *Content-based*, leur insertion dans le *network Alliance for Lifelong Learning* et leur certification par *Signature Track* atteste du *robust monitoring* qui les guide, et devrait permettre aux *ratings* d'améliorer notre *ranking* (et notre *fundraising*) sans plus tarder. Car le *Swiss Institute of Technologies*, euh.. pardon, l'EPFL, a fondé son *marketing* sur une *strong will* de *leadership*, tout en soumettant ses chercheurs *Tenure Track* à un *controlling* basé sur les principe de *transparency* et d'*accountability*. De Nouakchott à Dar es Salam, que fleurissent mille lasers d'épilation et puces RIFD miniaturisées!»

Allocution de Patrick Aebischer, ~~co~~ directeur du Laboratoire d'étude en neuro-dégénérescence au *Brain Mind Institute* et président de l'EPFL, lors d'un *standing lunch* au *Learning Center*. GS